

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales

et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées

SK/741

A R R E T E

**N° 2014287-0006 du 14 octobre 2014 portant
mise en demeure à la société RISS et HAMMES de se
conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral du
19 janvier 2009 l'autorisant à poursuivre l'exploitation de
son site sis à ILLZACH**

**LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement et notamment son article L 171-8-I,
- VU** le décret du 24 juillet 2014, paru au J.O. du 25 juillet 2014, portant nomination de M. Pascal LELARGE, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 21 août 2014,
- VU** le décret du 20 janvier 2014, paru au J.O. du 21 janvier 2014, portant nomination de M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 5 février 2014,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014233-0001 du 21 août 2014 portant délégation de signature à M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1418 (stockage ou emploi de l'acétylène),
- VU** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n°1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2009-019-8 du 19 janvier 2009 portant autorisation à la société RISS et HAMMES de poursuivre l'exploitation de son site de l'avenue de Suisse à Illzach (prescriptions complémentaires),
- VU** la visite de contrôle du 14 août 2014,

VU le rapport de constats de l'inspection des installations classées en date du 11 septembre 2014,

CONSIDERANT que l'exploitant doit réaliser un dossier d'enregistrement et le tenir à jour avec les documents qui ont été définis par les articles 1.7.2 et 2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2009 susvisé,

CONSIDERANT que les dispositions des articles 4.2.4.2 et 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2009, ainsi que l'article 2.9 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 prévoient une série de mesures nécessaires à l'isolement du site pour prévenir les risques de pollution, que ces dispositions n'étaient, pour certaines pas réalisées, pour d'autres non formalisées,

CONSIDERANT que les dispositions des articles 7.1.2 et 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2009 prévoient une série de mesures nécessaires à l'exploitation des installations, afin de prévenir les nuisances dues à l'exploitation, déterminer et localiser les dangers, que ces dispositions n'étaient, pour certaines pas réalisées, pour d'autres non formalisées, et que les consignes ne sont pas affichées et les plans ne permettent pas de localiser les zones de danger,

CONSIDERANT que l'exploitant doit mettre en place un réseau de surveillance et réaliser des campagnes de mesures conformément à l'article 9.2.4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2009, que le réseau de surveillance est insuffisant et que l'exploitant n'a pas réalisé de campagne de surveillance depuis juillet 2009.

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8-I du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. »*,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin

A R R E T E

Article 1^{er} :

La société RISS et HAMMES, désignée « exploitant » ci-après, dont le siège social est situé 9 avenue de Suisse à ILLZACH (68110), est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2009 et de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisés, reprises aux articles suivants, pour son site situé à la même adresse.

Article 2 :

Dans un délai de 6 mois et conformément aux prescriptions de l'article 1.7.2 de l'arrêté préfectoral n°2009-019-8 du 19 janvier 2009 susvisé :

"Article 1.7.2 MISE A JOUR DU DOSSIER

« Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet... »

Article 3 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux prescriptions des articles 2.6.1, 4.2.4.2, 4.3.5.1, 7.1.2, 7.2.1, 9.2.4.1, 9.3.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2009-019-8 du 19 janvier 2009 susvisé :

Article 2.6.1 – RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

« L'exploitant doit établir et tenir à jours un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier technique dont il est fait état à l'article 1.3.1 du présent arrêté,*
- les plans tenus à jour,*
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation...*

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site »

Article 4.2.4.2 – Isolement avec les milieux

« Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »

Article 4.3.5.1 – Rejets externes

*« ...il sera remis au préfet une étude technico-économique, **avec un échéancier de réalisation**, ayant pour objectif :*

- la séparation entre :*
 - les eaux pluviales de ruissellement non susceptibles d'être polluées,*
 - les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées*
- la récupération des eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées*
- le traitement des eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées, avant rejet au réseau d'assainissement communal, ou infiltration au droit du site dans le respect des prescriptions applicables,*
- le ou les divers types de rejets d'eaux pluviales, retenu de la configuration du site*
- un échéancier de réalisation*

Cette étude veillera à la mise en conformité du/des réseau(x) de récupération des eaux pluviales avec les prescriptions des articles 4.3.8.1 et 4.3.12 du présent arrêté. »

Article 7.1.2 – ZONAGES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

« L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de la par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente »

Article 7.2.1 –ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

« L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptibles de gêner le passage... »

Article 9.2.4.1 - Auto surveillance des eaux souterraines

A- Réseau et programme de surveillance

« ... il sera adressé au préfet une étude hydrogéologique, réalisée par un bureau compétent, en vue d'instaurer une surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'amont et à l'aval hydraulique du site, et plus particulièrement des installations et ouvrages ayant pu conduire à la pollution des sols, sous-sols et eaux souterraines... »

Article 9.3.2.1 - Transmission des données

« L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus, accompagnés de commentaires, avant le 15 du mois qui suit chacun des 2 semestres de l'année (15 avril, 15 octobre)... »

Article 4 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux prescriptions de l'article 2.9 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé :

2. Implantation - Aménagement

2.9. Rétention des aires et locaux de travail

« Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférences récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe. »

Article 5 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 6 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société RISS et HAMMES.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Mulhouse et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Fait à COLMAR, le 14 octobre 2014

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Signé

Christophe MARX